Je voudrais que le ministre songe à inclure une autre chose dans son bill fiscal. La dernière émission d'obligations d'épargne du Canada a connu un franc succès pour deux grandes raisons, selon moi: d'abord, le taux d'intérêt était intéressant, et puis, il y avait la disposition exemptant de l'impôt sur le revenu les premiers mille dollars tirés des obligations d'épargne du Canada.

J'aimerais que le ministre envisage la possibilité de rendre les coupons payables deux fois par an plutôt qu'une. Ils le sont dans le cas d'autres obligations. Des valeurs à court terme deviennent payables presque au moment qui convient à l'investisseur. Les pensionnés de la vieillesse trouveraient beaucoup plus pratique de ne pas avoir à attendre jusqu'à novembre de chaque année pour couper leurs coupons et à les faire ensuite durer pendant douze mois. Le ministre aura peut-être la gentillesse de considérer une telle suggestion.

J'aimerais parler pendant une minute ou deux des rentes, de celles du gouvernement en particulier. Je reçois un flot ininterrompu de lettres de mes mandants. Certains ont fait confiance au gouvernement lorsque celui-ci leur a demandé de lui prêter de l'argent qui leur serait remboursé sous forme de rente à leur retraite. J'ai déjà parlé des désavantages d'une rente qui prive le rentier d'un supplément de revenu garanti. Si la rente équivaut au supplément, celui-ci n'est alors pas accordé.

Je n'aurais pas pensé toutefois qu'un gouvernement aussi sans cœur que le gouvernement actuel juge bon de refuser aux rentiers l'exemption de \$1,000 accordée aux épargnants qui achètent des obligations du Canada. Je comprends que cet argent a été versé ou prêté au gouvernement et était exempt d'impôt, ou a pu être déduit du revenu imposable au moment où l'investissement a été fait. Cet argent a cependant été prêté à 4 p. 100. Certains disent que le taux était même inférieur à 4 p. 100, mais je crois que ce chiffre est à peu près celui du taux du marché. Dans certains cas, le gouvernement a disposé de cet argent pendant 30 ans et a pu, ces dernières années, le réinvestir à des taux de 10, 11 ou 12 p. 100. Bien que le gouvernement l'ait obtenu de ces gens à 4 p. 100, il ne juge pas bon de leur accorder plus qu'un dividende de 4 p. 100.

Cette avarice du gouvernement à l'égard des gens qui ont investi dans l'État est d'une dureté à laquelle je préfère ne pas penser, surtout si l'on sait qu'un grand nombre de ces rentiers sont des citoyens âgés qui ont eu beaucoup de peine à amasser cet argent lorsque le gouvernement leur a demandé de lui faire confiance afin de s'assurer une vieillesse plus prospère. La publicité faite par le gouvernement à l'époque est très embarrassante aujourd'hui, car on y dit que «le meilleur investissement que vous pouvez faire c'est en votre gouvernement».

Il existe une autre classe de rentiers, c'est celle des détenteurs d'obligations perpétuelles à 3 p. 100. Lorsque le ministre des Finances du gouvernement libéral de 1937 ou 1938 a demandé aux Canadiens de l'aider à renégocier une partie des dettes actives du gouvernement en achetant des obligations perpétuelles, ces obligations étaient censées porter le même taux d'intérêt pendant

trente ans, si ma mémoire est bonne. Puis à la fin des années 60, elles devaient être rachetées, ou je ne sais trop quoi par le gouvernement.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement a fini par décider de ne rien faire. Le gouvernement avait eu l'usage de cet argent à 3 p. 100, et il n'a pas l'intention d'y changer quoi que ce soit. Bien des Canadiens sont pris avec ces obligations. Leur valeur est tombée à \$40, cela pour des obligations qui ont coûté \$100 chacune et le gouvernement n'a pas fixé de date à laquelle ces obligations qui ont coûté \$100 vaudront \$100.

J'exhorte le ministre à trouver le moyen de faire disparaître cette mauvaise foi ou cette mauvaise volonté gênante qui persiste chez le gouvernement depuis des années. Sauf erreur, il reste bien peu des premiers acheteurs, mais plusieurs millions de dollars de ces obligations perpétuelles à 3 p. 100 sont encore en circulation. Que le ministre fixe une date de rachat pour ces obligations, mettons dans 10 ou 20 ans. Elles augmenteraient alors de valeur, et leurs détenteurs sauraient qu'au moins un jour leurs obligations vaudront une fois de plus ce qu'elles ont coûté dans les années 30, qu'ils pourront échapper au piège dans lequel ils se trouvent maintenant.

Je voudrais signaler encore une injustice que révèle l'attitude du gouvernement à l'égard des retraités. Je veux parler des pensions accordées aux militaires. Il y a quelque temps, le gouvernement a fait adopter, à grandes pompes, l'indexation des pensions des militaires et a bien vite proclamé depuis que les pensions des militaires sont maintenant indexées. Elles le sont, monsieur l'Orateur, à condition qu'un militaire puisse satisfaire aux exigences injustes de la règle du 85 qui stipule que l'on doit avoir assez d'années de service pour que, si on les ajoute à son âge, le total soit égal à 85.

Pendant plusieurs années, on a pu recevoir ces pensions à 60 ans. Ajoutez 25 à 60, cela vous donne 85. Grâce à la générosité magnifique du gouvernement, la règle du 85 exige maintenant que d'abord, le militaire ait au moins 55 ans pour prendre sa retraite, ce qui signifie qu'il lui faut 30 ans de service pour satisfaire à la règle du 85, pour qu'il appartienne au cercle des chanceux. Il existe certains militaires qui ont 30 ans de service. Mais, ce qui est le plus triste, c'est que ce sont habituellement les officiers supérieurs qui répondent à cette norme, et non les simples soldats.

En fait, pendant bien des années, la Marine royale canadienne a interdit à ses officiers marinières de faire plus de 25 années de service. A l'heure actuelle, si un matelot de la marine militaire fait 25 ans de service, il doit attendre d'avoir 60 ans pour que sa pension soit indexée; il ne profite donc absolument pas de l'indexation annoncée par le gouvernement dans un grand élan de générosité. Un député de ce côté-ci de la Chambre l'a dit il y a quelques semaines, le gouvernement devrait voir s'il ne faudrait pas ramener le 85 à 75, ce qui permettrait aux soldats d'avoir un petit avantage au lieu de réserver les avantages aux hauts gradés qui peuvent faire de 30 à 35 ans de service et dont la pension est indexée dès qu'ils prennent leur retraite.